

Admission au Collège universitaire session 2015

Copie épreuve d'histoire (Coefficient 2)

Etude critique de document : Appel radiodiffusé de Léon Blum, le 5 juin 1936 à 12h30

Le document qui nous est présenté est un discours radiodiffusé prononcé par Léon Blum le 5 juin 1936. Ce dernier vient d'être nommé président du conseil par le président de la République à la suite de la victoire du Front Populaire aux élections législatives d'avril-mai 1936. Ces élections ont eu lieu dans un contexte de tensions. En effet, la victoire de Léon Blum suit une période d'instabilité politique et de crise économique. La crise de 1929 arrive en France au début des années 1930 et les gouvernements successifs sont incapables de résorber le chômage de masse et de relancer la production. A cette crise économique vient s'ajouter une crise politique. La III^e République fait face à un mouvement d'antiparlementarisme porté par les ligues de droite et d'extrême droite. Cette opposition va jusqu'à faire trembler le régime lorsqu'une manifestation des ligues dégénère le 6 février 1934. Les manifestants attaquent le Palais-Bourbon, siège de l'Assemblée et sont repoussés par la police, le bilan est lourd. Le gouvernement Daladier doit démissionner, la gauche française crie unanimement au coup d'Etat. Les différents partis de gauche décident alors de s'allier pour faire face au danger fasciste, alors qu'ailleurs en Europe les dictateurs se multiplient. C'est le Front Populaire. Cette alliance regroupe les radicaux, les socialistes de la SFIO menés par Léon Blum et les communistes du PCF. Ces trois partis mettent en place un programme commun proche du New Deal de Roosevelt, qui met l'accent sur des réformes sociales favorables à la classe ouvrière. Le slogan du Front Populaire est simple : « Pour le pain, la paix, la liberté. » et « Contre la misère, la guerre, le fascisme ». Le Front Populaire remporte les élections législatives de 1936. Mais, dès la proclamation des résultats, le 11 mai, des mouvements de grèves pacifiques se déclenchent spontanément. Dès son arrivée aux affaires, le gouvernement Blum doit donc faire face à une première crise. Une grande partie du discours de Léon Blum est ainsi un appel au calme. De plus, le nouveau président du conseil réitère sa volonté d'appliquer le programme du Front Populaire à la tête de son gouvernement de socialistes et de radicaux soutenus par les communistes à l'Assemblée.

En quoi ce discours est-il un appel au calme et un engagement à appliquer les réformes voulues par la classe ouvrière ?

Dans son discours, Léon Blum réitère les engagements pris par le Front Populaire lors de sa formation. Le nouveau président du conseil réaffirme l'alliance entre les partis de gauche « Son programme est le programme du Front Populaire ». Il s'engage à appliquer rapidement ce programme dont il cite plusieurs mesures, principalement axées sur le domaine social. Léon Blum veut donc rassurer son électorat qui attend avec impatience ces réformes. Cependant, une grande partie de son propos semble adressé aux grévistes qui se sont manifestés dès le 11 mai et la proclamation de la victoire de la gauche. Le gouvernement veut donc éviter d'être associé à ce mouvement qu'il comprend mais qu'il ne peut soutenir. En effet, le Front Populaire refuse que ses premières mesures à la tête de l'État soit une répression violente : « Il déplorerait qu'une tactique patronale d'intransigeance parût coïncider avec son arrivée au pouvoir. » Léon Blum en appelle donc à la raison des grévistes en arguant qu'il lui est impossible de réaliser les réformes voulues si le pays reste paralysé : « Elle (l'action au gouvernement) serait paralysée par toute atteinte à l'ordre, par toute interruption dans les services

vitaux de la nation ». En outre, Léon Blum veut éviter de donner des arguments aux détracteurs du Front Populaire comme les ligues d'extrême droite qu'il dissout dès son arrivée au pouvoir et d'effrayer le patronat dont il a besoin pour réaliser ses réformes. Par ailleurs, le Front Populaire est une alliance hétéroclite et Léon Blum doit composer pour maintenir un équilibre entre communistes et radicaux. Ces derniers sont décrits par l'adage comme ayant « le cœur à gauche et portefeuille à droite » tandis que les communistes s'allient pour la première fois depuis le congrès de Tours en 1920 avec des « partis bourgeois ». Le gouvernement réclame de la part du patronat des efforts : « Il demande au patronat d'examiner ces revendications dans un esprit d'équité. » sans toutefois brusquer ces futurs partenaires.

En effet, le programme du Front Populaire est dirigé vers la classe ouvrière qui reste jusqu'alors oubliée par la République. Les réformes sociales comme la semaine de quarante heures sont des revendications historiques du monde ouvrier. Le Front Populaire rompt donc avec une tradition d'ignorance de la « question ouvrière » par la République. L'idée de Léon Blum n'est pas de renverser de façon révolutionnaire l'ordre établi mais de réconcilier la classe ouvrière et la République par des mesures phares. Léon Blum veut désamorcer la crise causée par les grèves spontanées entraînées par la victoire de la gauche. Les grévistes voient cette victoire comme un immense espoir, un tiers des emplois est concentré dans le secteur secondaire. En s'engageant à soumettre rapidement son projet au Parlement, le gouvernement annonce les accords Matignon des 7 et 8 juin 1936. Ces accords seront un changement radical dans le domaine du dialogue social. L'arrêt de la grève est donc une question vitale pour le Front Populaire. Même Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, s'exprimera en faveur du retour à la normale : « *Il faut savoir arrêter une grève lorsque satisfaction a été obtenue* ». Le fait que le chef du gouvernement s'adresse directement au monde ouvrier est aussi un grand changement. Léon Blum rassure la base de son électorat en s'engageant à appliquer « *les principales réformes réclamées par le monde ouvrier* ». Ce discours préfigure donc un changement radical. Le monde ouvrier n'est plus vu comme un adversaire de la République mais comme un partenaire social primordial. Le mouvement du Front Populaire sera un exemple pour la gauche française. Le Programme commun des années 70 ou la « gauche plurielle » des années 90 s'inspireront des mesures du Front Populaire. De plus, la « force tranquille » évoquée par Léon Blum n'est pas sans rappeler le slogan d'un certain François Mitterrand.

Ainsi, dans ce discours, Léon Blum s'engage au nom du Front Populaire à appliquer les réformes promises. Il s'adresse plus particulièrement à la classe ouvrière qui manifeste à travers une grève historique l'immense espoir suscité par la victoire du Front Populaire. Cependant ce discours est prononcé par Léon Blum alors que celui-ci est à peine entré en fonction. Il est donc difficile de porter un jugement critique sur l'action du gouvernement Blum. Par ailleurs ce document ne montre pas ou peu les difficultés économiques du pays et reste centré sur le domaine social. Il serait intéressant de comparer ce document au discours de Léon Blum lors de son procès intenté par le régime de Vichy en 1942 où il défend son bilan.